

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 28 juillet 2014 (5^{ème} séance)

Délibération n° COM 2014-07-05/65

OBJET : Mise en place de l'indemnité forfaitaire des frais de représentation liés à la fonction de Directeur Général

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie de Morne-à-L'Eau, sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

PRESENTS (27) :

Mme ALPHONSE Epse TANCONS, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Carol, M. LOMBION Jean-Claude, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION (3) :

M. BERNARD Jean-Luc à M. ARTHEIN Victor
M. DARTRON Jean à M. BARDAIL Jean
M. ROUX Harry à M. HILL Joseph

CONSEILLER COMMUNAUTAIRE EXCUSE (1) :

Mme GUILLAUME Stella

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS (5) :

M. DULAC Daniel, M. HERMIN Georges, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz

A été élue secrétaire de séance : Mme SERMANSON Sylvia

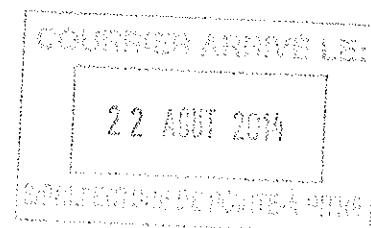
Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990, relative à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 21 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 53 ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 2004, fixant les montants annuels et les modalités d'attribution de l'indemnité forfaitaire pour frais de représentation alloués au membre du corps préfectoral occupant un poste territorial en métropole ;



Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la saisine du comité technique ;

Considérant que des frais de représentation peuvent être attribués aux agents occupant un emploi fonctionnel mentionné à l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984 précitée.

Considérant que cette indemnité prend en compte les frais engagés dans le cadre de la mission de représentation que ces agents exercent pour le compte de la collectivité ou de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Considérant que depuis l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 27 juin 2007, cette indemnité peut être attribuée de manière forfaitaire à la double condition que « ...le taux ne soit pas disproportionné par rapport aux frais que peuvent impliquer normalement de telles fonctions et qu'ils ne méconnaissent pas le principe de parité... ».

Considérant que les montants annuels et les modalités d'attribution de cette indemnité à prendre en compte, sont ceux fixés dans l'arrêté ministériel visé, pour les membres du corps préfectoral occupant un poste territorial, en métropole.

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité,

DECIDE

ARTICLE 1 : Qu'une indemnité forfaitaire de représentation est attribuée au Directeur Général de la CANGT.

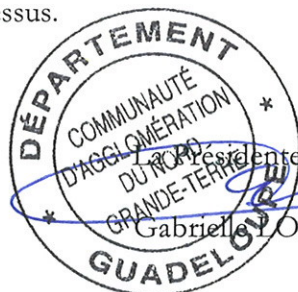
ARTICLE 2 : Que cette indemnité lui sera versée mensuellement à hauteur de cinq cent soixante-dix euros (570 €).

ARTICLE 3 : Que le montant de cette indemnité sera révisé en fonction de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, de Le Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.